

certaine au cours de la crise de septembre qu'il n'y aurait pas de guerre, et qu'Hitler n'avait pas l'intention de faire la guerre. Il n'avait aucune raison, que je sache d'agir comme il l'a fait, si ce n'est jouer le rôle de chevalier valeureux et de courir au secours d'un pays de l'Europe centrale qui affichait des tendances démocratiques semblables à celles de la Grande-Bretagne.

Nous nous demandons maintenant, est-ce que cette marche se continuera? Si je prends les journaux de ce soir, j'y lis, l'armée allemande est rendue à la frontière polonaise, dit-on. Il suffira peut-être de dire qu'on a massé des troupes à cet endroit en vue d'empêcher par le chantage la réussite des négociations qui se poursuivent actuellement en Europe. Néanmoins, personne ne me fera croire que le premier ministre de la Grande-Bretagne, par l'intermédiaire de son bureau des affaires étrangères et son service secret, n'était pas suffisamment bien renseigné pour savoir deux semaines à l'avance ce qui allait se produire en Europe. Je suis certain que ces gens sont en mesure, et l'ont toujours été, de prévoir les événements non seulement deux semaines, mais bien des mois à l'avance. Telle a toujours été la politique de l'Angleterre depuis qu'elle est devenue la nation puissante qu'elle est aujourd'hui. Elle croit à la nécessité d'être bien renseignée, elle a préparé des plans, connaissant bien longtemps d'avance toutes les conséquences de ses plans, et elle cherche à atteindre son but par tous les moyens qu'elle juge nécessaires pour y arriver. Cela confirme mon idée que le premier ministre d'Angleterre n'a jamais eu l'intention de se lancer dans une guerre. Voilà pourquoi je dis que les observations que j'ai faites ce soir peuvent susciter certaines notes discordantes dans l'harmonie qui a régné dans cette Chambre aujourd'hui. Il est honteux, il est méprisable de mettre à contribution les sentiments du peuple et d'avoir recours à une situation imaginaire pour créer une ambiance de nature à favoriser l'acceptation d'un vaste programme de réarmement dans notre pays ou en Angleterre.

Qu'est-il arrivé ici? Nous avons entendu le chef de l'opposition (M. Manion) se plaindre à maintes et maintes reprises du fait qu'il n'a pas été consulté au cours de la crise, que le premier ministre ne l'a pas appelé en consultation lorsque la situation semblait bien grave en Europe. C'est tout simplement parce que le premier ministre savait qu'il n'y aurait pas de guerre et qu'il n'était pas nécessaire de consulter les chefs des divers partis. Pourquoi consulter les chefs quand on sait définitivement qu'il n'y aura pas de guerre? Je trouve que l'attitude du chef de l'opposition (M. Manion) est plutôt

extraordinaire, parce que ses sources de renseignements doivent être au moins aussi bonnes que les miennes.

Une VOIX: Que proposez-vous?

M. PELLETIER: L'histoire est là. On y voit clairement qu'une série d'événements du genre de ceux qui se sont produits en Tchécoslovaquie se sont produits pendant une période de temps. Qu'est-il arrivé en Espagne, par exemple? Que dire du pacte de non-intervention? Pourquoi n'était-il pas aussi juste de combattre pour la démocratie dans un pays autre que la Tchécoslovaquie? Le premier ministre de la Grande-Bretagne a clairement démontré que la Grande-Bretagne n'avait joué que la rôle de médiatrice et que le seul engagement qu'elle avait pris en Europe consistait à prêter son aide à la France au cas où cette dernière se serait vu obligée d'envoyer des troupes au secours de la Tchécoslovaquie. La Grande-Bretagne ne s'est nullement engagée à intervenir directement, et son premier ministre n'a fait qu'agir en qualité de médiateur dans ce différend. Il n'est pas douteux que ses services eussent pu être requis, mais puisqu'il savait d'avance ce qui arriverait, pourquoi a-t-il été nécessaire d'exploiter les craintes du peuple pour lancer un programme de réarmement? C'est précisément ce qui est arrivé. A ce moment-là, la Grande-Bretagne n'était pas prête à faire la guerre, si l'on en croit les diverses déclarations faites à la Chambre des communes de Grande-Bretagne, mais avait-on droit d'invoquer une excuse comme celle-là pour hâter la production d'armements? A-t-on jamais vu rien de plus ridicule que le creusage de tranchées dans Hyde Park? A quoi eussent-elles servi si des avions de bombardement avaient fait pleuvoir la mort sur la ville de Londres? Absolument à rien. A mon avis, ce fut une partie de la mise en scène destinée à amener le peuple britannique à approuver un programme d'armement dont le besoin se faisait vivement sentir.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de recourir à de pareils procédés. Ceux qui sont à la tête du Gouvernement tant dans notre pays qu'en Grande-Bretagne devraient avoir plus de confiance en la loyauté du peuple. Ils devraient lui faire part de ce qu'il est nécessaire qu'il sache. Il aurait suffi de lui dire: nous avons besoin de nous défendre, nous ignorons jusqu'où on s'aventurera en Europe, nous avons besoin de nous armer pour notre protection, et je crois que les gens du Canada et de la Grande-Bretagne auraient été assez loyaux pour appuyer leurs chefs de toutes leurs forces. Le peuple canadien aurait consenti à mettre ses ressources à la disposition du pays pour la défense et la protection de nos côtes.